

*Initiatives ministérielles*

forces. Ce que nous voyons à présent et aussi, je le crains, bientôt dans le cas de la TPS, par exemple, au lieu de s'y opposer au comité et de poser des questions aux témoins pour savoir comment éviter d'avoir la TPS, ce parti ne s'y oppose pas de bonne guerre et nous aurons une situation où il n'y aura plus de débat. Le projet de loi reviendra à la Chambre à l'étape du rapport et les gens qui sont élus pour représenter leurs électeurs ne pourront pas dire tout ce qu'ils ont à dire.

Je sympathise de tout coeur avec ces gens qui veulent utiliser tous les moyens possibles pour arrêter ce projet de loi, mais à cet endroit-ci, la majorité finira par l'emporter. Je suis de ceux qui croient, cependant, qu'avant que la majorité ait le dernier mot, la minorité doit pouvoir s'exprimer. Ce n'est pas le cas actuellement.

Pour terminer, j'espère que certains Canadiens pourront témoigner quand les changements que le gouvernement veut apporter aux REER seront étudiés au comité et que nous voudrions savoir comment ils sont administrés, comment les seuils sont fixés, comment les gens peuvent en bénéficier et s'ils favorisent certaines personnes plus que d'autres. J'espère que les parlementaires qui s'intéressent à cette question viendront aux audiences et suggéreront des amendements constructifs pour que nous puissions mieux servir les gens qui nous élisent pour les représenter.

Dans le contexte de la taxe sur les produits et services qui préoccupe encore beaucoup tout le monde, étudions l'impact de cette modification que le gouvernement propose d'apporter à la façon dont les gens qui en ont les moyens préparent leur retraite, demandons-nous comment nous devrions aider ceux qui ne peuvent pas se servir de ce mécanisme, en quoi il est injuste et comment il peut être amélioré, comment le budget de demain touchera les Canadiens et comment nous devons nous opposer à toute proposition de ce budget qui sera contraire aux intérêts bien compris des Canadiens.

Même si c'est pénible et si les minorités se sentent parfois terriblement opprimées par les majorités, j'espère que nous aurons un débat complet et illimité, au moins à cet endroit. Nous n'avons pas beaucoup d'influence sur ce qui se passe dans le pays. C'est de plus en plus évident à mesure que la réaction à la taxe sur les produits et services continue de faire bouler de neige au Canada. Nous avons, certes, la responsabilité de nous prononcer sur ces questions et de dire ce que nous désapprouvons, ce que nous acceptons et ce que nous suggérons pour améliorer les propositions du gouvernement. Si le gouvernement n'accepte pas ces suggestions constructives, alors nous aurons bien sûr le devoir et l'obligation de voter contre les propositions gouvernementales. Nous

n'aurons aucune hésitation à le faire si les problèmes que pose le projet de loi gouvernemental ne sont pas réglés par voie d'amendement.

J'ai hâte que le comité s'occupe de cette question et j'espère que tous les députés favoriseront un débat ouvert, qu'ils présenteront des suggestions et feront en sorte que nous collaborions tous à rendre ce projet de loi le plus efficace et le plus utile possible à tous les Canadiens.

**Mme Hunter:** Monsieur le Président, ce projet de loi a donné lieu à un débat plutôt curieux. On entend plutôt une justification de l'absence de véritables solutions de rechange à la TPS. Il me semble plutôt bizarre que le député ait passé presque tout son temps à s'en prendre au Nouveau Parti démocratique, alors que ce n'est pas notre parti qui a présenté le projet de loi. C'est une drôle de façon de faire.

Je comprends ce qui a pu le pousser à donner cette tournure à son discours, car nous au Nouveau Parti démocratique nous avons des solutions de rechange à la TPS. Nos solutions de rechange et notre opposition au Comité des finances, nous les avons soutenues avec la plus grande énergie. Et cela parce que nous sommes absolument contre la TPS, à la différence du Parti libéral. Le Parti libéral s'imagine qu'aux prochaines élections il va gagner par forfait, et qu'en s'abstenant de présenter de véritables solutions de rechange il va se faufiler à la ligne d'arrivée grâce à l'impopularité du gouvernement progressiste conservateur.

Il nous faut bien faire voir que nous sommes carrément contre la TPS et contre ce projet de loi de REER, que nous avons le courage de nos convictions, que nous ne voulons pas discuter ces choses-là, et que nous sommes contre. Voilà la façon vraiment démocratique de procéder. Nos électeurs d'un bout à l'autre du pays nous disent qu'ils veulent voir stopper ce projet de loi par tous les moyens possibles. Même cet après-midi au Comité des finances, des témoins ont dit à nos députés qu'ils leur savaient gré de chercher à stopper ce projet de loi et leur ont demandé de continuer avec toute l'énergie possible.

Je voudrais poser une question au député qui vient de parler. Pourquoi le Parti libéral n'a-t-il pas proposé de véritables solutions pour remplacer la TPS?

**M. Young (Gloucester):** Monsieur le Président, proposer quelque chose à la place de la TPS c'est tomber dans le piège du gouvernement. Mes collègues de gauche, monsieur le Président, ne s'intéressent jamais vraiment à ce qu'ils feraient s'ils étaient au gouvernement car, comme le sait le député d'Esquimalt—Juan de Fuca, ce n'est